

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 27/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS PARK ENERGIE

Kerlosquer
29190 Lennon

Références : -
Code AIOT : 0052904349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2024 dans l'établissement SAS PARK ENERGIE implanté Kerlosquer 29190 Lennon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS PARK ENERGIE
- Kerlosquer 29190 Lennon
- Code AIOT : 0052904349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de méthanisation soumise au régime de l'enregistrement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents,	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	accidents	12/08/2010, article 5	l'exploitant	
3	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
4	Propreté du site.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Installation à l'arrêt temporaire. Procédure contentieuse actuellement en cours avec le constructeur.

Des justificatifs sont néanmoins attendus sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents, accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
Constats : L'unité de méthanisation est actuellement à l'arrêt. Historique des incidents : - Décembre 2022 : Constat d'un début d'affaissement de la charpente qui soutient le gazomètre sur le digesteur. Réalisation d'un constat par huissier de justice. - Période 12/2022 -08/2023 : Diminution progressive de la production de biogaz du fait de l'affaissement de la charpente qui a imposé progressivement l'arrêt du brassage dans le digesteur. Arrêt de l'approvisionnement du digesteur. - Août 2023 : Arrêt du moteur après avoir consommé le biogaz produit, mise en sécurité du site.

<p>- Novembre 2023 : Chute de la charpente et de la bâche dans la fosse lors de la tempête Ciaran. Une fiche de notification incident-accident a été transmise au service de l'inspection des installations classées en date du 12/12/2023.</p> <p>Procédure d'expertises en cours avec les assureurs envers les constructeurs pour définir les responsabilités.</p> <p>Par ailleurs, il est relevé la présence sur site de matières d'intrants solides (Ensilage d'herbe et maïs à hauteur de 600 m³) pour lesquels la formalisation d'un contrat de reprise avec la société SAS BIOMETHA de CHATEAULIN est en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Tenir informé le service de l'inspection des installations classées de l'évolution de la procédure contentieuse en cours.</p> <p>Transmettre le plan d'évacuation des matières solides restantes, dès contractualisation d'un accord entre les parties.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Surveillance des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite des installations (documentaire)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail en date du 18/07/2024, il a été rappelé à l'exploitant ses obligations quant à la gestion du dispositif d'astreinte.</p> <p>Au regard du constat de l'arrêt provisoire de cette unité de méthanisation, le respect de cette obligation est momentanément suspendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens de lutte incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (documentaire)-----Aménagements (terrain)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en</p>

<p>vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ; - de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence des moyens de lutte conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté du 12/08/2010 modifié. L'exploitant nous informe de son souhait de faire valider la lagune présente sur le site de l'élevage (capacité de 7940 m³) comme moyen de Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) par les services du SDIS.</p> <p>Coordonnées du SDIS : Service Prévision du SDIS (Pôle opérationnel - Groupement Prévention et Evaluation des Risques - Service Prévision - 58, Avenue de Keradennec - CS 54013 - 29337 QUIMPER Cedex - pierre.guier@sdis29.fr - 02/98/10/39/56)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre à l'inspection des installations classées les conclusions et avis émis par les services du SDIS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Propreté du site.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements (terrain)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'ensemble du site, de même que ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.
Constats : Installation en arrêt temporaire, clôturée dans son intégralité. Absence de constatation de pollution du milieu ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite